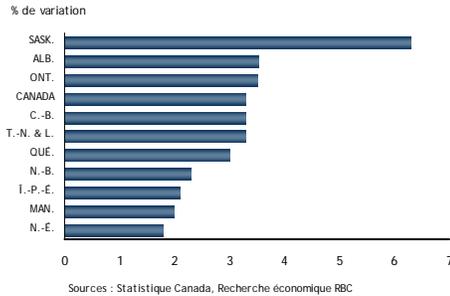
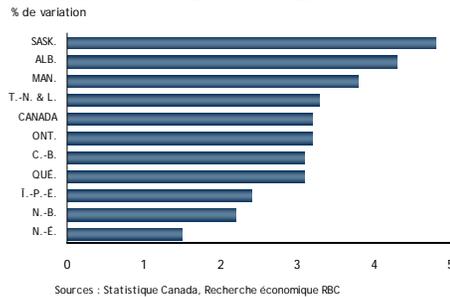
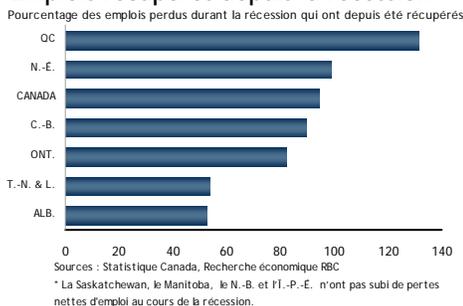


## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2010

**Croissance du PIB réel en 2010**

**Croissance du PIB réel en 2011**

**Emplois récupérés depuis la récession\***

**Paul Ferley**

Économiste en chef adjoint

(416) 974-7231

paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**

Économiste principal

(416) 974-6192

robert.hogue@rbc.com

**David Onyett-Jeffries**

Économiste

416-974-6525

david.onyett-jeffries@rbc.com

**Les soubresauts de la reprise**

Comme pour mater tout risque de confiance excessive dans la reprise de l'économie canadienne, de nouvelles incertitudes économiques nous sont parvenues des États-Unis, pays qui connaît un rendement décevant depuis quelque temps. Après un solide début en 2010, alors que la croissance à l'échelle nationale a atteint un taux annualisé remarquable de 5,8 % au premier trimestre, l'économie canadienne a considérablement ralenti au second trimestre pour s'établir à un faible taux de 2,0 %. Bien qu'une grande partie de cette décélération puisse être attribuable à l'importante contre-performance du commerce net, et n'est donc pas une conséquence directe de la contraction de la demande intérieure, elle confirme toutefois les signes observés dans l'ensemble du pays voulant que la reprise ait connu quelques difficultés à l'entrée du deuxième semestre de 2010.

**Ralentissement observé dans les marchés de l'habitation des provinces**

L'obstacle le plus flagrant rencontré par l'économie canadienne a été la baisse marquée de l'activité du marché de l'habitation dans presque toutes les provinces. La frénésie qui a marqué plusieurs marchés régionaux en début d'année s'est rapidement transformée en une étrange accalmie. Ce changement soudain de l'humeur des investisseurs laisse appréhender des perturbations plus fondamentales. Toutefois, comme nous en avons discuté dans notre récent rapport sur les perspectives du marché canadien de la revente dans le secteur de l'habitation, ces perturbations devraient se dissiper au fur et à mesure que l'activité dans le marché immobilier reprend son cours normal. Nous nous attendons à ce que les acheteurs effectuent un retour d'ici l'an prochain.

**Une importante reprise jusqu'à maintenant**

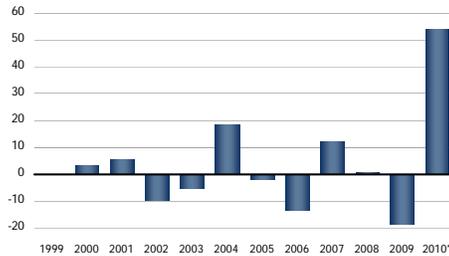
Les récents obstacles ne devraient pas masquer l'amélioration notable des économies provinciales, ainsi que leurs perspectives généralement favorables. Selon l'évolution du marché du travail, toutes les provinces ayant enregistré une baisse du nombre d'emplois au cours de la récession de l'an dernier sauf seulement deux ont réussi à éponger 80 % de leurs pertes. La meilleure remontée a été observée au Québec où, en juillet, l'emploi se situait à 32 % *au-delà* du sommet enregistré avant la récession. La Nouvelle-Écosse suit en deuxième place avec un taux de reprise de 99 %. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta sont à la traîne, alors qu'elles n'ont récupéré qu'un peu plus de la moitié de leurs pertes.

**Une croissance révisée à la baisse, mais avec des perspectives positives**

Nous tablons sur une croissance de toutes les économies provinciales pour cette année et pour l'année prochaine, une situation qui contraste avec les baisses généralisées observées l'an dernier. Néanmoins, le ralentissement enregistré en milieu d'année nous a incités à revoir à la baisse nos prévisions de croissance économique pour la majorité des provinces en 2010. Les deux exceptions à cette règle sont la Saskatchewan (qui est passée de 3,8 % à 6,3 %) et l'Alberta (de 3,1 % à 3,5 %). Ces deux provinces se classent respectivement première et deuxième dans notre tableau de croissance économique (l'Alberta arrivant ex æquo avec l'Ontario au deuxième rang). Les plus fortes révisions négatives ont été apportées au Manitoba (qui est passé de 2,9 % à 2,0 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (de 4,1 % à 3,3 %). Les rajustements apportés aux autres provinces ont été relativement modérés. Nous avons également apporté des changements à nos prévisions pour 2011, faisant grimper la croissance de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta et diminuant celle des autres provinces. Nous nous attendons à ce que la Saskatchewan demeure au premier rang au chapitre de la croissance économique l'an prochain.

## Colombie-Britannique - Production de charbon

Variation en pourcentage



Sources : BC Stats, Recherche économique RBC

\* Cumul annuel jusqu'en avril.

## Colombie-Britannique - Exportations

Variation en pourcentage, sur une base annuelle, données non désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Colombie-Britannique - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	0,0	-2,4	3,3	3,1
Emploi	2,1	-2,4	2,2	1,9
Taux de chômage	4,6	7,6	7,5	7,0
Ventes au détail	0,3	-5,1	6,2	5,0
Mises en chantier	34 250	16 042	25 400	24 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,0	1,4	2,2

Robert Hogue  
Économiste principal

## Les ressources en croissance

Malgré l'incertitude persistante touchant la conjoncture mondiale, l'économie de la Colombie-Britannique continue de montrer des signes de vigueur, confirmant ainsi que la récession de l'année dernière est maintenant chose du passé. Bien que les secteurs connaissant une relance risquent de subir des pressions plus tard dans l'année, l'économie devrait, dans l'ensemble, demeurer relativement dynamique. En somme, il est prévu que l'économie de la Colombie-Britannique croîtra de 3,3 % en 2010 (et non de 3,5 %, tel que prévu dans les *Perspectives provinciales* de juin). Il s'agit d'un redressement qui arrive à point après la chute de 2,4 % enregistrée l'année dernière.

## Rebond du secteur des ressources

L'amélioration notable du secteur des ressources de la Colombie-Britannique est l'une des bonnes nouvelles de cette année. La léthargie qui avait frappé les marchés des produits de base issus de la province s'est enfin dissipée, et le prix des produits clés, comme le bois d'œuvre résineux, la pâte commerciale, le charbon, le gaz naturel et le cuivre, se situe largement au-delà des niveaux de l'an dernier. En règle générale, les volumes de production, particulièrement ceux du charbon et du bois d'œuvre résineux, les deux plus importantes marchandises d'exportation de la Colombie-Britannique, ont également connu une hausse considérable dans la province. Par conséquent, la reprise du secteur des ressources a contribué considérablement au rendement commercial de la province grâce à l'augmentation supérieure à 10 % de la valeur des exportations de produits de base depuis le début de l'année. Cependant, le nouvel affaiblissement du marché de la construction résidentielle aux États-Unis risque de nuire à court terme au secteur des produits forestiers de la province, ainsi qu'à ses exportations.

## Le souffle olympique

Du côté des services, les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 ont grandement contribué au boom touristique observé en début d'année. Les jeux ont, en effet, suscité une hausse marquée des visiteurs de l'étranger, des revenus issus des chambres d'hôtel et du taux d'occupation hôtelière pour février et mars. Bien que cette croissance se soit largement estompée après la fin des jeux, le secteur touristique de la Colombie-Britannique devrait terminer 2010 avec un rendement supérieur à celui de l'année dernière.

## Le secteur public contribue également

L'économie intérieure continue d'être stimulée par l'adoption de politiques musclées. Parmi ces mesures, l'augmentation soutenue des dépenses d'infrastructure stimule la construction non résidentielle dans la province. Dans son budget de mars, le gouvernement de la Colombie-Britannique a prévu une augmentation de 35 % des dépenses en immobilisations pour l'exercice financier en cours.

## Incertitudes dans le marché de l'habitation

L'élément imprévisible de l'économie de la Colombie-Britannique est son marché de l'habitation, qui n'a toujours pas retrouvé sa stabilité. Après les importantes fluctuations affichées depuis la fin de 2007, il se trouve actuellement en forte baisse. Le recul de l'activité de revente enregistré ces derniers mois est probablement causé par le relâchement de la demande qui avait été stimulée par les acheteurs ayant fait des achats anticipés pour se prévaloir de taux d'intérêt exceptionnellement bas et dans le but de devancer l'entrée en vigueur, en avril, d'une nouvelle réglementation des prêts hypothécaires et de l'arrivée de la TVH en juillet. Nous prévoyons que l'activité immobilière se stabilisera au cours du deuxième semestre de cette année. Il est toutefois possible que les faibles niveaux d'accessibilité à la propriété rencontrés dans certains marchés, notamment à Vancouver, puissent poser un risque de baisse.

L'amélioration des perspectives pour l'économie de la Colombie-Britannique se poursuivra en 2011, bien que la croissance risque de connaître un faible ralentissement. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel sera de 3,1 % l'an prochain, soit légèrement en deçà de notre prévision initiale de 3,3 %.

## Une reprise à deux vitesses ?

Bien que tous les secteurs de l'économie albertaine ne connaissent pas une reprise musclée, la croissance économique de la province dans son ensemble se remet tout de même avec vigueur du ralentissement marqué de l'an dernier. En fait, nous avons révisé à la hausse nos prévisions de croissance réelle du PIB pour l'établir à 3,5 % pour cette année (par rapport à 3,1 %), regagnant ainsi une grande partie du terrain perdu l'an dernier, estimé à 4,5 % (le premier repli depuis 1986).

### Les activités liées à l'énergie représentent le plus important facteur de croissance

Nous avons haussé les prédictions de croissance pour tenir compte du redressement qui s'opère dans le secteur de l'énergie. Comme il a été mentionné dans notre publication de juin, l'intérêt pour le secteur du pétrole et du gaz revient en force, motivé par une amélioration des conditions du marché et par les changements qui ont été récemment apportés au programme de redevances de la province, qui a restauré la compétitivité de l'Alberta par rapport à d'autres territoires. Or, ce regain d'activité semble maintenu à des niveaux plus élevés que prévu. En particulier, les fortes ventes de terres publiques pour le développement pétrolier et gazier confirment l'intérêt renouvelé pour l'exploitation de ces deux ressources dans la province et suggèrent que la reprise des forages de gisements pétroliers et gaziers observée depuis le début de l'année pourrait connaître un essor. D'ailleurs, la superficie des terres vendues a plus que doublé au cours des sept premiers mois de 2010, et leur valeur est maintenant près de onze fois plus importante. À l'inverse de la dégringolade survenue l'année dernière, la hausse des dépenses effectuées dans le cadre des plus importants projets d'exploitation de sables bitumineux stimulera fortement les investissements dans le secteur non résidentiel.

Pendant ce temps, l'intensification de l'exploitation des projets nouvellement opérationnels ou agrandis génère une production record de bitume. La production totale de bitume de la province (bitume valorisé et non valorisé) est en voie de croître à son rythme le plus élevé depuis 2006, ce qui devrait amplement compenser le constant recul de la production de pétrole brut classique et de gaz naturel. L'affermissement des activités liées au secteur de l'énergie de la province représente le plus important facteur de croissance pour cette année.

### Une reprise qui accuse du retard dans les autres secteurs...

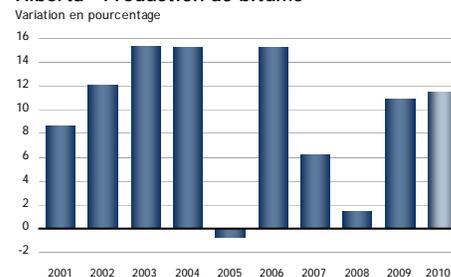
De leur côté, la reprise des autres secteurs de l'économie de l'Alberta bat de l'aile. La lente création globale d'emplois a contribué à diminuer la migration à partir des autres provinces, mouvement qui a été à la source d'une importante croissance de la population par le passé. Les reventes de propriétés en ont subi les conséquences en poursuivant leur chute prononcée malgré une nette amélioration du niveau d'accessibilité. Les ventes au détail se sont affaiblies au cours des derniers mois après avoir connu un excellent départ en début d'année. Les ventes du secteur manufacturier se redressent, mais si l'on ne tient pas compte de l'effet du prix élevé des produits pétroliers, il s'agit somme toute d'une croissance modérée (les produits pétroliers représentent près du quart du secteur manufacturier de l'Alberta).

### ... mais qui se redressera d'ici la fin de l'année

Néanmoins, les secteurs qui traînent de l'arrière devraient bientôt s'accélérer à mesure que le regain de vigueur des activités liées à l'énergie se répercute sur le reste de l'économie.

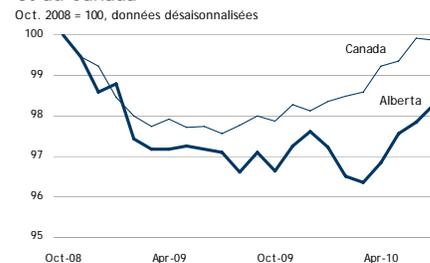
Par conséquent, la reprise sera plus généralisée d'ici la fin de l'année, ce qui donnera lieu à une croissance économique encore plus prononcée pour la province l'an prochain. Le taux est maintenant fixé à 4,3 %, en hausse minime par rapport au taux de 4,2 % annoncé dans les *Perspectives provinciales* de juin.

### Alberta - Production de bitume



Sources : Office national de l'énergie (ONE), Recherche économique RBC, projection de l'ONE

### Comparaison de l'emploi en Alberta et au Canada



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

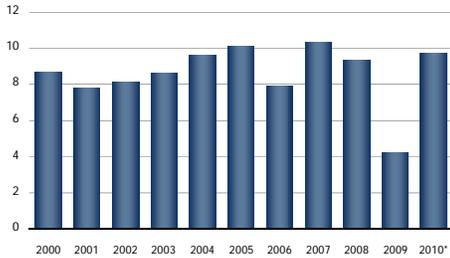
### Alberta - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	0,0	-4,5	3,5	4,3
Emploi	2,7	-1,3	0,8	2,6
Taux de chômage	3,6	6,6	6,5	5,8
Ventes au détail	-0,1	-8,4	5,0	5,6
Mises en chantier	28 967	19 983	28 800	33 000
Indice des prix à la consommation	3,2	-0,1	1,0	1,8

Robert Hogue  
Économiste principal

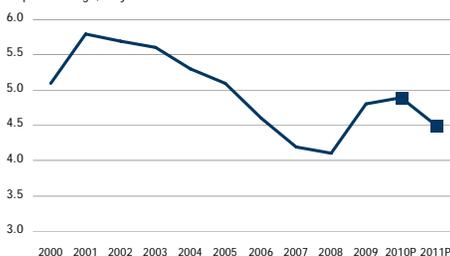
## Saskatchewan - Production de potasse

En millions de tonnes

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC  
\* Données des cinq premiers mois annualisés.

## Saskatchewan - Taux de chômage

En pourcentage, moyenne annuelle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	4,2	-5,4	6,3	4,8
Emploi	2,2	1,5	1,5	2,5
Taux de chômage	4,1	4,8	4,9	4,5
Ventes au détail	10,6	-2,3	3,0	5,6
Mises en chantier	6 792	3 792	5 200	5 100
Indice des prix à la consommation	3,2	1,1	1,4	2,8

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## 2010 suit le cours de la potasse

La baisse de 55 % de la production de potasse enregistrée l'an dernier a été le principal facteur de la chute prononcée de l'économie de la Saskatchewan, estimée à 5,4 %. Le mauvais départ au chapitre de la période de végétation en 2009 avait, lui aussi, nui au taux de croissance annuel, mais le redressement des principales récoltes de la province en fin de saison n'a finalement engendré qu'un faible déclin de la production agricole. La très forte fluctuation de la production de potasse de cette année sera, encore une fois, le principal facteur contribuant au rendement de la province. La croissance prévue est de l'ordre de 6,3 % pour 2010, la plus forte au pays. Il s'agit d'un taux qui a été revu considérablement à la hausse par rapport à celui de 3,8 % mentionné dans les *Perspectives provinciales* de juin.

## La production de potasse a le vent dans les voiles

Les perspectives pour 2010 dépendront sensiblement de l'évolution du secteur de la potasse (la deuxième marchandise d'exportation de la Saskatchewan après le pétrole brut) et du secteur agricole. Les nouvelles relatives à la production de potasse sont excellentes, alors que les activités qui y sont liées dans la province ont connu une hausse de 130 % au cours des cinq premiers mois de cette année. Cela devrait se traduire par une augmentation de 21 % dans le secteur des mines et de l'extraction pétrolière et gazière cette année, ce qui devrait compenser la chute de près de 18 % enregistrée en 2009. La montée de la production de potasse devrait amplement contrebalancer la faible production de pétrole et de gaz naturel, qui présente des signes de déclin depuis le début de l'année.

## Les semailles sous la pluie causent des problèmes

Les perspectives pour le secteur agricole ne sont toutefois pas aussi prometteuses. Le sol de plusieurs régions de la province a été extrêmement mouillé au cours des mois de mai et de juin, ce qui a grandement entravé les semailles et, par conséquent, limitera probablement la moisson d'automne. Dans ses plus récentes prévisions de production, Statistique Canada estime que le volume de production des trois plus importantes récoltes de la province (le blé, le canola et l'orge) enregistrera une baisse de 27,2 %, suivant la chute de 0,2 % enregistrée en 2009. Les conditions créées par le temps humide pourraient également avoir des répercussions sur la qualité du grain. Heureusement, les perspectives ne sont pas aussi sombres en ce qui concerne les revenus agricoles. En effet, plusieurs autres pays, notamment la Russie, l'Ukraine et l'Australie, ont également connu des conditions climatiques défavorables, ce qui a eu pour conséquence d'exercer des pressions à la hausse sur le prix des récoltes.

## La croissance s'étend à l'économie provinciale

Pour ce qui est des autres éléments de l'économie de la Saskatchewan, de récentes données mensuelles évoquent le retour de la croissance dans les secteurs manufacturier et du commerce de gros, qui ont tous deux connu des baisses l'an dernier. De la même manière, le secteur du commerce de détail semble également se redresser modestement alors que les ventes au détail ont progressé au cours de la première moitié de l'année en raison de l'amélioration de la situation de l'emploi. Tout compte fait, la reprise accélérée de la production de potasse et, dans une moindre mesure, les gains observés dans les secteurs manufacturier, du commerce de gros et de détail devraient permettre à la croissance globale du PIB réel d'atteindre un excellent taux de 6,3 % en 2010. Ce taux serait probablement encore plus élevé, n'eût été de la baisse prévue pour la production agricole.

Nous prévoyons un certain ralentissement de la croissance en 2011, avec un taux s'établissant à 4,8 %. Les gains de la production de potasse seront probablement plus modérés, mais la poursuite de la croissance mondiale pourrait contribuer à la reprise dans le secteur de la production énergétique. De son côté, la production agricole dispose d'un potentiel à la hausse en cas d'amélioration des conditions de culture.

## Moins de retard à rattraper en 2010

La croissance économique du Manitoba devrait être de l'ordre de 2,0 % en 2010, soit le deuxième pire pourcentage des dix provinces. Toutefois, il n'y a pas nécessairement raison de s'alarmer, car l'économie de la province n'a pas autant de retard à rattraper que les autres provinces, le Manitoba ayant moins subi le contrecoup de la récession. Selon nos estimations, l'activité s'est relativement bien maintenue en 2009, ne déclinant que de 0,1 %. Certains des facteurs positifs de l'an dernier, notamment les dépenses en immobilisations, s'estomperont en partie cette année, limitant ainsi le redressement de la croissance.

### Perte de vitesse des dépenses en immobilisations

Les travaux liés aux grands projets d'immobilisations, comme le pipeline Keystone, ont contribué à l'activité observée en 2009 en venant stimuler le secteur de la construction pour le faire croître de près de 10 %. Malheureusement, ce projet tire à sa fin. De plus, les travaux d'expansion de 585 millions \$ effectués depuis 2007 à l'Aéroport international de Winnipeg devraient se terminer cette année, et les installations ouvriront leurs portes aux passagers avant la fin de 2010. Nous prévoyons, par conséquent, des pressions à la baisse sur le secteur de la construction en 2010. Toutefois, certains facteurs devraient limiter le déclin à environ 2,0 %, notamment les travaux de 310 millions \$ effectués au Musée canadien des droits de la personne, la montée des dépenses d'infrastructure par le secteur public ainsi que la hausse prévue de la construction résidentielle.

### Chute considérable de la production céréalière

La chute considérable de la production céréalière causée par l'humidité en début de campagne agricole contribuera, elle aussi, au ralentissement de la croissance cette année. Dans ses plus récentes prévisions, Statistique Canada estime que la production de blé et de canola (les deux plus importantes cultures de grande production) enregistrera une baisse de près de 25 % par rapport à la récolte de 2009. L'industrie des productions animales, qui est plus forte, devrait légèrement compenser cette baisse en limitant le déclin du secteur agricole du Manitoba à 8,0 % en 2010, par rapport à la chute de 4,4 % en 2009.

### Reprise du secteur minier

De son côté, le secteur de l'extraction minière et de la production de pétrole et de gaz naturel se redresse avec force et devrait connaître une croissance de 6,0 % en 2010, comparativement à la baisse de 2,7 % en 2009. Ce secteur bénéficie du raffermissement de la demande mondiale qui a contribué au redémarrage de la production d'or et de zinc cette année dans des installations auparavant fermées. De plus, la production de pétrole brut léger a augmenté de près de 20 % au cours du premier semestre, le bassin de Wiliston ayant contribué en grande partie à cette hausse. Les ventes records de droits en matière de pétrole et de gaz accordées cette année laissent entrevoir une croissance plus marquée dans l'industrie énergétique de la province.

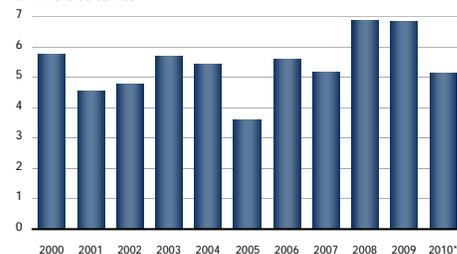
### Portrait mitigé pour le commerce de détail et le secteur manufacturier

Les récentes données mensuelles suggèrent une évolution prometteuse des ventes au détail au cours du premier semestre, tirant profit de l'amélioration de la situation de l'emploi. D'autre part, les ventes du secteur manufacturier sont moins encourageantes puisqu'elles signalent un ralentissement du déclin plutôt qu'un retour vers la croissance. Toutefois, le secteur manufacturier devrait reprendre de la vigueur pendant la deuxième partie de l'année, à mesure que la reprise de l'économie américaine se solidifie.

Pour 2011, nous prévoyons une accélération de la croissance qui devrait ainsi atteindre 3,8 %. Ce taux tient compte du redressement marqué que devrait connaître la production agricole, ainsi que des gains additionnels s'opérant dans le secteur de l'extraction minière et de la production de pétrole et de gaz naturel et le secteur manufacturier, qui sont tous deux soutenus par la reprise continue de l'économie américaine et de l'économie mondiale.

Manitoba - Production de blé et de canola

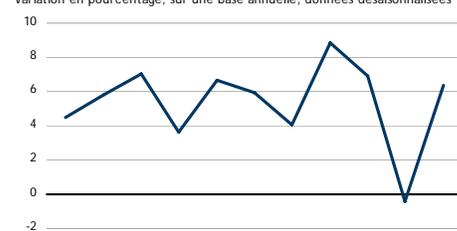
En millions de tonnes



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC  
\* Projection de Statistique Canada.

Manitoba - Ventes au détail

Variation en pourcentage, sur une base annuelle, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC  
\* Six premiers mois de 2010.

Manitoba - prévisions en bref

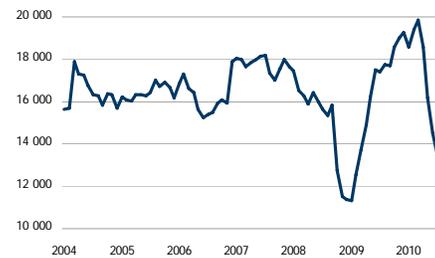
	2008	2009	2010	2011
PIB réel	2,0	-0,1	2,0	3,8
Emploi	1,7	0,0	2,0	1,9
Taux de chômage	4,1	5,2	5,4	5,0
Ventes au détail	7,2	-0,9	4,7	5,0
Mises en chantier	5 550	4 042	5 900	5 500
Indice des prix à la consommation	2,2	0,6	0,8	2,1

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## Ontario - Reventes de logements

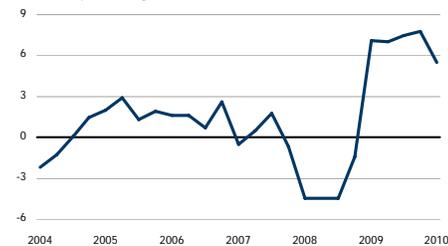
En unités, données désaisonnalisées



Sources : ACI, Recherche économique RBC

## Ontario - Dépenses en immobilisations du gouvernement provincial

Variation en pourcentage, sur une base trimestrielle, données désaisonnalisées



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

## Ontario - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	-0,5	-3,2	3,5	3,2
Emploi	1,4	-2,4	1,9	2,4
Taux de chômage	6,5	9,0	8,7	8,1
Ventes au détail	3,5	-2,4	5,3	4,7
Mises en chantier	75 567	50 050	58 600	59 000
Indice des prix à la consommation	2,3	0,4	2,3	2,4

Robert Hogue  
Économiste principal

## Bien en place

L'Ontario mettra encore quelque temps à réparer entièrement les dégâts causés par la récession de 2008-2009, mais les progrès réalisés jusqu'à maintenant semblent encourageants. La très forte croissance observée à la fin de l'année dernière et au début de l'année en cours a permis de rattraper plus de 70 % des pertes occasionnées par la récession au chapitre du PIB réel. Les progrès seront toutefois plus lents à l'avenir. En fait, la croissance modérée enregistrée aux États-Unis et l'affaiblissement du marché de l'habitation de l'Ontario auront pour effet de ralentir l'activité en deçà du seuil prévu auparavant pendant le reste de l'année. Dans l'ensemble, nous prévoyons que l'économie provinciale croîtra de 3,5 % en 2010, un taux légèrement inférieur à celui de 3,8 % mentionné dans les *Perspectives provinciales* de juin.

## Un excellent départ en 2010

Après avoir d'abord montré des signes d'hésitation, la reprise de l'économie ontarienne s'est finalement accélérée vers la fin de l'année dernière et enregistre ainsi un excellent rendement au premier trimestre, avec une croissance annualisée de 6,2 %, soit légèrement en dessous du taux de 6,8 % observé au quatrième trimestre selon les données du ministère des Finances de l'Ontario. Bien que cette forte poussée tire son origine de plusieurs secteurs de l'économie, c'est le secteur de l'habitation qui y a le plus grandement contribué. Le redressement spectaculaire des reventes a eu un effet d'entraînement positif qui s'est notamment répandu aux détaillants et aux constructeurs d'habitations. Les investissements en machinerie et en construction non résidentielle ont également contribué à la croissance, ceux-ci résultant de la hausse des dépenses gouvernementales pour les infrastructures publiques ainsi que de l'augmentation des dépenses en immobilisations des sociétés. Cette montée de l'activité de l'économie ontarienne a été accompagnée de gains soutenus au chapitre de l'emploi, contribuant ainsi à diminuer le taux de chômage en deçà du sommet inégalé en 16 ans qui avait été atteint à la fin de l'année dernière.

## Vers une croissance plus durable

Le printemps a toutefois apporté des signes de ralentissement. Le marché de l'habitation de l'Ontario a tout d'abord commencé à se dégonfler, puis l'économie américaine a fléchi. Nous croyons que le ralentissement de l'activité de revente est en grande partie un phénomène temporaire causé par le revirement de la ruée visant à devancer l'augmentation des taux d'intérêt, ainsi que l'entrée en vigueur de la TVH et d'une nouvelle réglementation visant les prêts hypothécaires. Ce ralentissement se stabilisera probablement d'ici la fin de l'année, mais il aura des répercussions négatives sur la croissance économique. De plus, l'économie américaine en perte de vitesse entraînera probablement une baisse de la demande pour les exportations de l'Ontario en milieu d'année.

Néanmoins, ces facteurs ne représentent que de petits irritants pour l'économie ontarienne, dont le rythme de croissance finira tout de même par devenir durable. L'économie provinciale demeurera bien soutenue par les dépenses des gouvernements et des consommateurs. Les dépenses en immobilisations de tous les paliers de gouvernement s'intensifieront pendant le reste de l'année, puisque les travaux financés par le plan d'action fédéral doivent être achevés avant mars 2011. La forte création d'emplois récemment observée devrait encourager les consommateurs ontariens à se rendre dans les centres commerciaux et dans les concessionnaires automobiles.

## Une vitesse de croisière pour 2011

Nous nous attendons à une croissance modérée, mais tout de même vigoureuse, en 2011, alors que la croissance du PIB réel de l'Ontario s'établira à 3,2 % comparativement au taux de 3,5 % qui avait été auparavant avancé.

## Aller de l'avant malgré les vents contraires

Le Québec a connu un excellent début d'année. En effet, non seulement la reprise a-t-elle maintenu un rythme satisfaisant, mais elle s'est propagée à plusieurs secteurs industriels. Cette croissance vigoureuse a cependant subi d'importantes pressions à la baisse dans les derniers mois, et certains indicateurs importants ont fait une pause ou, dans le cas du marché du logement, ont perdu une partie de leurs gains substantiels. Même si l'on s'attend à ce que l'économie du Québec s'en tire sans difficulté au cours de la prochaine période, elle est tout de même moins florissante que ce que l'on prévoyait précédemment. Nous avons par conséquent ramené nos prévisions de croissance du PIB réel de la province de 3,5 % (en juin) à 3,0 %.

### Participante active à la reprise économique

Après avoir réussi à éviter le pire de la récession, l'économie québécoise a participé pleinement à la reprise de l'activité économique nord-américaine l'an dernier. Grâce à une politique monétaire et budgétaire très stimulante, le PIB réel de la province a crû de 5,5 % (taux annualisé) au quatrième trimestre, le taux le plus élevé depuis le milieu de l'an 2000 (d'après les estimations de l'Institut de la statistique du Québec). La croissance a ralenti à 3,4 % au premier trimestre, mais la reprise s'est généralisée au sein de l'économie de la province. Principalement alimentée par les mesures gouvernementales et par la relance des secteurs du logement et des mines au quatrième trimestre de 2009, la reprise a bénéficié au premier trimestre de 2010 du renouveau de vigueur du secteur des services et de différentes industries manufacturières, ainsi que de l'augmentation des investissements des entreprises. La croissance des dépenses de consommation s'est aussi accélérée cette année, grâce surtout au regain de confiance des consommateurs lié à l'embellie sur le marché du travail.

### Pas à l'abri du fléchissement généralisé de la croissance...

Néanmoins, des données plus récentes montrent que l'économie du Québec n'échappe pas au fléchissement de la croissance en Amérique du Nord. Comme dans plusieurs autres provinces, le marché québécois du logement s'est considérablement calmé depuis le printemps, et la revente beaucoup moins vigoureuse a des répercussions sur les secteurs de la construction et des services et sur certains domaines du secteur manufacturier. La nette diminution de la frénésie observée plus tôt chez les concessionnaires automobiles a eu des répercussions sur les chiffres du secteur de la vente au détail. Même le secteur de la construction non résidentielle, pourtant stimulé par les gigantesques programmes gouvernementaux de rehaussement des infrastructures, donne certains signes d'essoufflement en milieu d'année. Ces facteurs semblent indiquer que la croissance a entamé une phase plus modérée.

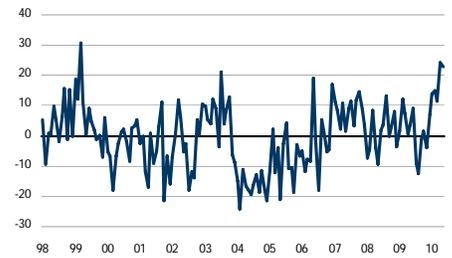
### ...mais le rendement demeure respectable

Malgré tout, le rendement global pour 2010 sera tout à fait respectable. Avec un taux de 3,0 %, la croissance prévue sera la plus élevée depuis l'an 2000. L'économie du Québec pourra continuer de compter sur l'apport non négligeable de secteurs tels que les mines et la construction non résidentielle, une fois la situation revenue à la normale dans ce dernier, comme nous le prévoyons. Malgré les difficultés persistantes auxquelles font face certains sous-secteurs comme le meuble et le matériel de transport, le secteur manufacturier dans son ensemble pourrait bien contribuer à la croissance pour la première fois depuis 2005.

Les perspectives de croissance annuelle pour 2011 devraient demeurer sensiblement les mêmes. Nous prévoyons que le PIB augmentera de 3,1 %, alors que nous tablions antérieurement sur une croissance de 3,3 %.

Québec - PIB réel du secteur minier

Variation en pourcentage, sur une base annuelle



Sources : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Québec - PIB réel du secteur de la construction résidentielle

Variation en pourcentage, sur une base annuelle



Sources : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

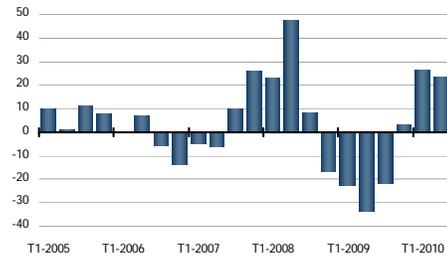
### Québec - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	1,0	-1,2	3,0	3,1
Emploi	0,8	-1,0	2,0	2,0
Taux de chômage	7,2	8,5	7,9	7,6
Ventes au détail	5,1	-0,9	5,5	4,4
Mises en chantier	47 925	44 008	52 000	45 800
Indice des prix à la consommation	2,1	0,6	1,4	2,1

Robert Hogue  
Économiste principal

## Nouveau-Brunswick - Livraisons manufacturières

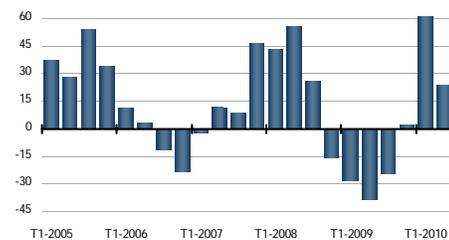
Variation en pourcentage, sur une base annuelle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick - Exportations d'énergie en valeur nominale

Variation en pourcentage, sur une base annuelle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	0,0	-0,5	2,3	2,2
Emploi	0,9	0,1	-0,2	1,3
Taux de chômage	8,6	8,9	8,9	8,6
Ventes au détail	5,9	-0,1	4,6	4,0
Mises en chantier	4 175	3 483	4 300	3 500
Indice des prix à la consommation	1,7	0,3	2,1	2,1

David Onyett-Jeffries  
Économiste

## Lentement mais sûrement

La conjoncture défavorable au sein des marchés des produits de base a été l'une des causes principales de la contraction de 0,5 % du PIB réel du Nouveau-Brunswick en 2009. Cependant, la reprise généralisée dans ces marchés en 2010 a inversé la situation, et nous nous attendons à une croissance de 2,3 % (révisée légèrement à la baisse par rapport au chiffre de 2,4 % dans les *Perspectives provinciales* de juin) pour la province.

## Forte reprise des exportations et de la fabrication

L'augmentation de la production d'énergie, attribuable en partie à la mise en exploitation de l'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) et de regazéification Canaport, et le raffermissement du cours du gaz naturel ont permis une étonnante augmentation de 41 % des exportations nominales d'énergie par rapport à l'année précédente. En même temps, la hausse de la demande mondiale d'engrais a permis le retour à l'exploitation normale de la mine de potasse de Sussex, ce qui, combiné au cours plus élevé, a suscité une hausse de plus de 300 % des exportations nominales de potasse. Le secteur manufacturier a, lui aussi, connu des augmentations substantielles par rapport aux niveaux affaiblis de l'an dernier, la production de biens non durables ayant augmenté de 25 % et la fabrication de biens durables, de 29 %. Ces gains ont été favorisés par l'augmentation de la demande et par des cours plus favorables pour les produits alimentaires, l'énergie et les produits forestiers de la province.

## Fin de grands projets d'immobilisations, mais mesures d'incitation encore fortes

La construction non résidentielle ralentit encore dans la province, les travaux du terminal de GNL de Canaport prenant fin au deuxième trimestre. Malgré tout, le projet d'agrandissement de la mine de Sussex (1,7 milliard de dollars) et le programme d'infrastructures sur deux ans du gouvernement provincial (1,6 milliard de dollars), qui prendra fin en 2011, continuent de soutenir ce secteur. Entre-temps, le marché du travail, où il y a eu création d'emplois nette tout au long de la récession, a donné des signes de faiblesse jusqu'à présent cette année (le nombre d'emplois a baissé de 2 400). L'impact a toutefois été atténué par la hausse de la rémunération des employés et par la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers de la province. Ainsi, la conjoncture est demeurée favorable pour la vente au détail et pour le marché du logement. La poursuite de la reprise économique devrait relancer l'emploi d'ici la fin de l'année, mais les gains prévus ne suffiront pas à empêcher une légère baisse de l'emploi en 2010 et le taux de chômage de la province demeurera à son sommet en cinq ans de 8,9 %.

## Reprise d'une croissance modérée en 2011

L'an prochain, les différentes forces en jeu maintiendront le taux de croissance au Nouveau-Brunswick à 2,2 %, soit moins que notre prévision de 2,9 % en juin. D'une part, la poursuite de la reprise de l'économie mondiale fera augmenter la demande mondiale pour les produits et services de la province, et le maintien des gains sur le marché de l'emploi soutiendra la croissance modérée de l'investissement résidentiel et des dépenses de consommation. En revanche, le ralentissement prolongé des investissements non résidentiels privés (la remise à neuf de la centrale nucléaire de Pointe Lepreau tire à sa fin) et la fin des mesures importantes d'aide aux infrastructures viendront freiner la croissance.

## Le gouvernement se serre la ceinture

Même si la Nouvelle-Écosse s'en est nettement mieux tirée que la plupart des autres provinces en limitant à 0,3 % la contraction de sa production réelle en 2009, les résultats obtenus jusqu'à présent en 2010 montrent que l'économie demeure fragile. C'est pourquoi nous avons ramené de 2,2 % (dans nos *Perspectives* de juin) à 1,8 % notre prévision de croissance pour la plus peuplée des provinces de l'Atlantique.

## Les ressources naturelles ont du mal à regagner le terrain perdu

Le secteur des ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse, mis à mal par le ralentissement économique mondial, a eu du mal à regagner ses bases cette année. La production d'énergie a poursuivi son déclin, avec une baisse de 13,7 % pour le gaz naturel en juillet par rapport à l'année précédente, et l'on s'attend à ce que les niveaux de 2010 soient inférieurs à ceux de l'an dernier, déjà faibles. La reprise du cours du gaz naturel, actuellement à 36 % de plus que l'an dernier, devrait cependant compenser cette chute de la production et venir contribuer aux exportations nominales de la province. Le secteur manufacturier a bénéficié de la reprise généralisée de la demande nord-américaine de véhicules à moteur, qui a entraîné à la hausse la demande de pneus fabriqués en Nouvelle-Écosse, tandis que l'embellie des marchés mondiaux des pâtes et papiers a permis à d'importantes usines de retrouver leur capacité normale de production.

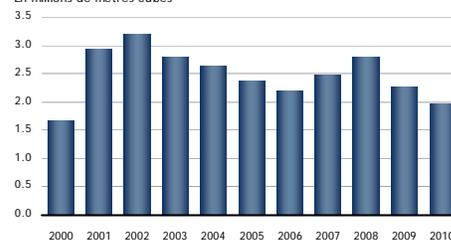
## Croissance modeste dans la construction et les services

Le secteur de la construction devrait connaître une croissance modérée cette année grâce au renforcement de la demande de maisons qui a été en partie soutenu par un rabais de taxe, aujourd'hui disparu, sur la construction de maisons neuves et par le dernier coup de pouce du programme d'infrastructures de deux ans du gouvernement. On s'attend à ce que le secteur des services soit le principal moteur de la croissance de l'emploi, mais les coupures dans le secteur public, qui a perdu 2 100 emplois jusqu'à présent cette année, viendra quelque peu limiter la croissance globale de l'emploi en 2010. Les employés ont obtenu des gains importants au chapitre des salaires, gains qui ont favorisé la forte croissance des dépenses de consommation, même si cette croissance est sans doute attribuable, au moins en partie, aux achats devancés en raison de l'augmentation de deux points de pourcentage de la taxe de vente harmonisée le 1<sup>er</sup> juillet.

## Austérité budgétaire en 2011

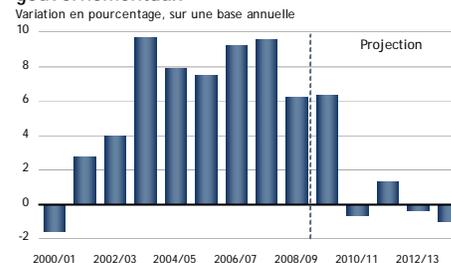
Les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement en avril pour rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014 marqueront l'année 2011. On prévoit que les dépenses liées aux programmes baisseront en moyenne de 0,4 % au cours de chacune des quatre prochaines années, la taille de la fonction publique devant diminuer de 10 % d'ici 2013. Plus important encore, peut-être, la fin des programmes de rehaussement des infrastructures et l'accalmie au chapitre des projets d'immobilisations, s'ajoutant à l'annulation récente d'un projet de construction de terminal de gaz liquéfié de 750 à 900 millions de dollars, viendront créer un vide dans le secteur de la construction et freiner la croissance. Du côté positif, par contre, les exportations bénéficieront du coup de pouce donné par la mise en production du projet de gaz naturel Deep Panuke. En outre, Halifax accueillera les Jeux d'hiver du Canada en 2011, ce qui sera très bon pour le tourisme et pour les activités connexes. Dans l'ensemble, la croissance du PIB réel de la province devrait être d'à peine 1,5 %, alors que nous prévoyions 2,1 % dans nos perspectives de juin.

Nouvelle-Écosse - Production de gaz naturel, cumulé jusqu'en juillet  
En millions de mètres cubes



Sources : Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extractifs, Recherche économique RBC

Nouvelle Écosse - Dépenses de programmes gouvernementaux  
Variation en pourcentage, sur une base annuelle



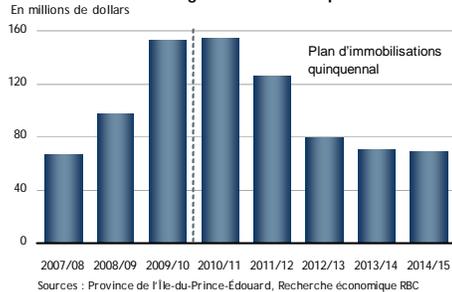
Sources : Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse, Recherche économique RBC

## Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

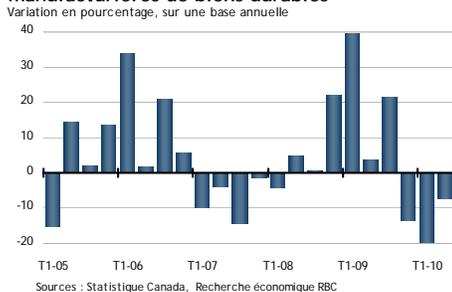
	2008	2009	2010	2011
PIB réel	2,2	-0,3	1,8	1,5
Emploi	1,2	-0,1	0,7	1,7
Taux de chômage	7,7	9,2	8,9	8,6
Ventes au détail	4,2	0,3	5,7	3,6
Mises en chantier	4 267	3 408	4 200	3 800
Indice des prix à la consommation	3,0	-0,1	1,8	2,2

David Onyett-Jeffries  
Économiste

### Île-du-Prince-Édouard - Dépenses en immobilisations du gouvernement provincial



### Île-du-Prince-Édouard - Livraisons manufacturières de biens durables



### Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	0,5	0,2	2,1	2,4
Emploi	1,3	-1,1	3,5	1,3
Taux de chômage	10,7	12,0	10,6	10,1
Ventes au détail	5,6	-0,3	5,4	3,9
Mises en chantier	700	858	820	780
Indice des prix à la consommation	3,4	-0,1	1,7	2,1

David Onyett-Jeffries  
Économiste

## Retour à l'essentiel

L'Île-du-Prince-Édouard a été la seule province canadienne à échapper à une contraction économique en 2009, et son PIB réel a enregistré une croissance modérée estimée à 0,2 %. La croissance de la plus petite province du Canada sera donc moins dynamique en 2010, et le PIB réel n'augmentera probablement que de 2,1 % pour l'ensemble de l'année (ce chiffre a été révisé à la baisse puisque nous anticipons une croissance de 2,6 % dans nos *Perspectives provinciales* de juin).

## Effervescence dans la construction

Le secteur de la construction a donné beaucoup de vigueur à l'économie provinciale depuis le début de l'année. La stabilité des marchés de l'emploi a favorisé l'investissement dans l'immobilier résidentiel et les mises en chantier ont augmenté de 38,5 % d'une année à l'autre, au deuxième trimestre, tandis que le programme de dépenses publiques record de la province, 500 millions de dollars sur cinq ans qui culmineront à 155 millions de dollars en 2010-2011, a soutenu la construction non résidentielle. La fermeté du marché du travail a aussi suscité une forte hausse des salaires, ce qui a joué un rôle important dans la remontée des ventes au détail.

## Un peu de faiblesse dans la fabrication

Après une année faste en 2009, alors qu'elles avaient grimpé de 10 % grâce à la vigueur du secteur aéronautique et technologique, les ventes de biens manufacturés sont en recul depuis le début de l'année. La baisse des biens durables s'ajoutant à la faiblesse de la production alimentaire, les livraisons du secteur de la fabrication ont ralenti. Le secteur de l'agroalimentaire, qui représente plus de 50 % des exportations de marchandises de la province, est aussi ballotté par des vents contraires ; la léthargie de la demande américaine a obligé deux grands producteurs de produits alimentaires à réduire leurs achats de pommes de terre et contraint les éleveurs à restreindre la taille de leurs troupeaux de bovins et de porcs tandis que les prix des fruits de mer restent déprimés. Du côté des services, le tourisme a été durement frappé à la fois par la faiblesse du marché de l'emploi aux États-Unis et par la vigueur du dollar canadien ; au deuxième trimestre, l'afflux de touristes (mesuré par le nombre de nuitées vendues) était en recul de 9,2 % par rapport à la même période l'an dernier.

## Une embellie en 2011

Alors que les autres provinces réduiront leurs investissements en infrastructures, l'Île du Prince Édouard devrait accroître encore ses dépenses en 2011, ce qui établira la croissance sur une base solide. L'économie de la province recevra aussi un coup de pouce de la poursuite du rétablissement des économies mondiale et américaine, ce qui devrait relancer la demande de ses produits agricoles et redonner de l'élan au tourisme. Le PIB devrait progresser de 2,4 % en 2011.

### L'économie reprend de l'élan

La forte baisse de la production de pétrole brut et minière avait lourdement pesé sur le PIB de la province, qui avait accusé l'une des plus fortes baisses au pays, estimée à 9,5 %, l'an dernier. Depuis le début de l'année, toutefois, la reprise de l'extraction de minerais métallifères et d'autres secteurs semble bien s'ancrer, ce qui devrait se traduire par un taux de croissance assez solide de 3,3 % pour l'ensemble de 2010. Cela constitue néanmoins une révision à la baisse par rapport à l'évaluation de 4,1 % annoncée dans les *Perspectives provinciales* de juin.

### L'extraction de minerais métallifères reprend des forces

La production des plateformes pétrolières depuis le début de 2010 est décevante, puisqu'elle a accusé un recul de 3,2 %, d'une année à l'autre, pour la période terminée en juin. Toutefois, la production du gisement satellite de North Amethyst, dont l'exploitation vient de commencer, augmentera suffisamment vers la fin de cette année pour compenser (du moins, temporairement) les baisses des trois principaux sites d'extraction (qui arrivent rapidement à maturité). Heureusement pour le secteur de l'extraction de minerais de la province, cependant, la production de minerais métallifères remonte fortement, car le travail a repris dans des mines qui avaient été paralysées par des grèves l'an dernier, et la production est revenue à des niveaux plus normaux. Compte tenu de la mise en production d'une nouvelle mine de minerai de fer plus tard cette année, le ministère des Ressources naturelles de la province projette que les livraisons de minerais métallifères augmenteront 32 % en 2010, alors qu'elles s'étaient effondrées de 48 % l'an dernier, un net retournement de situation.

### De vastes projets d'investissement s'annoncent

La forte remontée des prix des produits de base par rapport aux creux cycliques atteints au début de 2009 et les perspectives favorables pour la demande de ces produits ont servi de tremplin à de vastes investissements dans les secteurs des ressources naturelles. Des projets de plus de 6 milliards de dollars dans le secteur pétrolier et gazier, de 3,5 milliards de dollars dans le secteur de la fabrication (essentiellement pour l'usine de traitement de nickel de Voisey's Bay) et de près de 600 millions de dollars dans le secteur minier sont actuellement soit « en cours », soit « approuvés ». Et ce montant ne comprend même pas les 5 milliards de dollars qui seront investis dans le projet pétrolier Hebron pour la construction d'une quatrième plateforme d'exploitation au large des côtes. L'investissement non résidentiel devrait augmenter globalement de 30 % en 2010 et apporter un soutien important à la croissance économique intérieure à moyen terme.

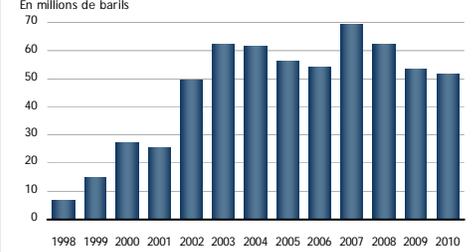
### La vigueur des marchés des produits de base stimule les autres secteurs

L'amélioration des marchés des produits de base se traduira par de fortes augmentations des redevances sur le pétrole brut du gouvernement provincial. Elles devraient représenter environ 40 % de ses recettes totales, ce qui lui donnera un certain coussin qu'il pourrait utiliser pour soutenir l'expansion du secteur public, qui assure à peu près 30 % de l'emploi dans la province. Pendant ce temps, les possibilités d'emploi dans le secteur privé continuent de s'améliorer, le secteur primaire et la construction étant les principaux demandeurs. Par ricochet, le raffermissement du marché du travail soutient la croissance des revenus, ce qui a des effets positifs sur le commerce de détail et la construction résidentielle. L'amélioration des perspectives d'emploi a fortement contribué ces derniers temps à inverser les flux migratoires interprovinciaux.

### L'élan rapide se prolongera l'an prochain

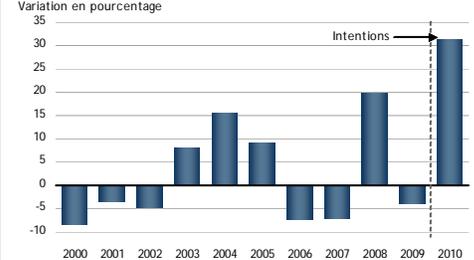
Nous pensons que l'économie de la province poursuivra son élan en 2011. Les investissements colossaux et le renforcement des activités dans le secteur de l'extraction de minerais contribueront à maintenir la croissance du PIB de la province à 3,3 %, révisé en hausse par rapport à notre prévision de 2,3 % dans nos *Perspectives provinciales* de juin.

Terre-Neuve-et-Labrador - Production de pétrole, cumulé jusqu'en juin



Sources : Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extractifs, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - Investissement non résidentiel



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

	2008	2009	2010	2011
PIB réel	0,5	-9,5	3,3	3,3
Emploi	1,5	-2,4	2,6	1,6
Taux de chômage	13,2	15,4	14,9	14,1
Ventes au détail	7,6	2,7	4,5	4,4
Mises en chantier	3 233	3 167	4 100	3 100
Indice des prix à la consommation	2,9	0,3	2,3	2,2

David Onyett-Jeffries  
Économiste



## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
									%				Milliers											
	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11
T.-N. & L.	0,5	-9,5	3,3	3,3	1,5	-2,4	2,6	1,6	13,2	15,4	14,9	14,1	3,2	3,2	4,1	3,1	7,6	2,7	4,5	4,4	2,9	0,3	2,3	2,2
Î.-P.-É.	0,5	0,2	2,1	2,4	1,3	-1,1	3,5	1,3	10,7	12,0	10,6	10,1	0,7	0,9	0,8	0,8	5,6	-0,3	5,4	3,9	3,4	-0,1	1,7	2,1
N.-É.	2,2	-0,3	1,8	1,5	1,2	-0,1	0,7	1,7	7,7	9,2	8,9	8,6	4,3	3,4	4,2	3,8	4,2	0,3	5,7	3,6	3,0	-0,1	1,8	2,2
N.-B.	0,0	-0,5	2,3	2,2	0,9	0,1	-0,2	1,3	8,6	8,9	8,9	8,6	4,2	3,5	4,3	3,5	5,9	-0,1	4,6	4,0	1,7	0,3	2,1	2,1
QUÉ.	1,0	-1,2	3,0	3,1	0,8	-1,0	2,0	2,0	7,2	8,5	7,9	7,6	47,9	44,0	52,0	45,8	5,1	-0,9	5,5	4,4	2,1	0,6	1,4	2,1
ONT.	-0,5	-3,2	3,5	3,2	1,4	-2,4	1,9	2,4	6,5	9,0	8,7	8,1	75,6	50,1	58,6	59,0	3,5	-2,4	5,3	4,7	2,3	0,4	2,3	2,4
MAN.	2,0	-0,1	2,0	3,8	1,7	0,0	2,0	1,9	4,1	5,2	5,4	5,0	5,6	4,0	5,9	5,5	7,2	-0,9	4,7	5,0	2,2	0,6	0,8	2,1
SASK.	4,2	-5,4	6,3	4,8	2,2	1,5	1,5	2,5	4,1	4,8	4,9	4,5	6,8	3,8	5,2	5,1	10,6	-2,3	3,0	5,6	3,2	1,1	1,4	2,8
ALB.	0,0	-4,5	3,5	4,3	2,7	-1,3	0,8	2,6	3,6	6,6	6,5	5,8	29,0	20,0	28,8	33,0	-0,1	-8,4	5,0	5,6	3,2	-0,1	1,0	1,8
C.-B.	0,0	-2,4	3,3	3,1	2,1	-2,4	2,2	1,9	4,6	7,6	7,5	7,0	34,3	16,0	25,4	24,5	0,3	-5,1	6,2	5,0	2,1	0,0	1,4	2,2
CANADA	0,5	-2,5	3,3	3,2	1,5	-1,6	1,7	2,1	6,1	8,3	8,0	7,5	212	149	189	184	3,4	-3,0	5,3	4,8	2,4	0,3	1,7	2,1

## Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	<u>T.-N. &amp; L.</u>	<u>Î.-P.-É.</u>	<u>N.-É.</u>	<u>N.-B.</u>	<u>QUÉ.</u>	<u>ONT.</u>	<u>MAN.</u>	<u>SASK.</u>	<u>ALB.</u>	<u>C.-B.</u>
Population (milliers) (2009)	509	141	938	749	7 829	13 069	1 222	1 030	3 688	4 455
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,3	4,6	34,2	27,4	302,2	587,8	50,8	63,5	291,3	197,9
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	20,0	4,1	29,2	23,4	269,7	532,2	42,4	41,6	185,8	164,5
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,5	40,4	3,2	3,2	14,1	12,5
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,8	1,9	1,2	1,4	2,0	1,9	2,7	3,0	3,6	3,1
PIB réel par habitant (\$)	39 206	29 422	31 140	31 157	34 445	40 722	34 704	40 367	50 379	36 928
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	3,2	1,6	1,3	1,5	1,3	0,8	2,0	2,6	1,1	1,8
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 683	22 917	25 466	25 010	25 258	28 481	26 018	28 321	35 978	27 914
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	0,1	0,8	0,5	0,9	0,9	0,7	1,0	1,6	2,5	1,8
Taux d'emploi (juillet, 2010 %)	50,9	61,2	59,0	58,1	60,1	61,7	66,2	66,4	68,6	61,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, juillet 2010)	17,1	11,7	11,0	10,3	8,8	11,4	5,3	5,5	7,8	9,5
Production manufacturière (% du PIB réel) (2009)	4,4	9,5	8,9	11,0	16,1	15,0	11,1	7,7	7,8	8,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54,7	71,4	71,8	69,0	64,1	60,1	64,5	58,6	53,2	69,5
Exportations (% du PIB réel)	37,8	29,7	23,4	41,5	33,6	42,5	32,3	37,6	36,9	26,8

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	146 541	153 489	159 916	164 519	164 520	160 572	165 870	171 012
	évolution (%)	3,6	4,7	4,2	2,9	0,0	-2,4	3,3	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	2 063	2 131	2 195	2 266	2 314	2 259	2 309	2 352
	évolution (%)	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,4	2,2	1,9
Taux de chômage	(%)	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6	7,5	7,0
Ventes au détail	en millions de dollars	47 217	49 286	52 837	56 365	56 562	53 675	56 977	59 803
	évolution (%)	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-5,1	6,2	5,0
Mises en chantier	unités	32 925	34 667	36 443	39 195	34 250	16 042	25 400	24 500
	évolution (%)	25,8	5,3	5,1	7,6	-12,6	-53,2	58,3	-3,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,2	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,9	116,4
	évolution (%)	2,0	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,2

## Alberta

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	163 564	170 872	181 418	185 870	185 780	177 420	183 665	191 563
	évolution (%)	5,3	4,5	6,2	2,5	0,0	-4,5	3,5	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	1 757	1 784	1 871	1 959	2 013	1 988	2 003	2 056
	évolution (%)	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,3	0,8	2,6
Taux de chômage	(%)	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	43 372	48 493	55 942	61 160	61 069	55 956	58 750	62 030
	évolution (%)	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,1	-8,4	5,0	5,6
Mises en chantier	unités	36 270	40 847	48 962	48 336	28 967	19 983	28 800	33 000
	évolution (%)	0,3	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-31,0	44,1	14,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,9	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	124,9
	évolution (%)	1,4	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	1,8

## Saskatchewan

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 741	38 904	38 520	39 896	41 583	39 338	41 816	43 823
	évolution (%)	5,1	3,1	-1,0	3,6	4,2	-5,4	6,3	4,8
Nombre d'emplois	en milliers	480	483	492	502	513	521	529	542
	évolution (%)	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,5	2,5
Taux de chômage	(%)	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	4,9	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 259	10 796	11 495	12 984	14 360	14 036	14 457	15 273
	évolution (%)	4,1	5,2	6,5	13,0	10,6	-2,3	3,0	5,6
Mises en chantier	unités	3 781	3 437	3 715	6 007	6 792	3 792	5 200	5 100
	évolution (%)	14,1	-9,1	8,1	61,7	13,1	-44,2	37,1	-1,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0
	évolution (%)	2,2	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,4	2,8

## Tableaux

## Manitoba

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 861	38 860	40 158	41 593	42 407	42 365	43 212	44 854
	évolution (%)	2,2	2,6	3,3	3,6	2,0	-0,1	2,0	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	577	580	587	596	607	607	619	631
	évolution (%)	1,1	0,6	1,1	1,6	1,7	0,0	2,0	1,9
Taux de chômage	(%)	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,4	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	11 692	12 381	12 870	14 008	15 017	14 882	15 586	16 360
	évolution (%)	6,7	5,9	3,9	8,8	7,2	-0,9	4,7	5,0
Mises en chantier	unités	4 440	4 731	5 028	5 738	5 550	4 042	5 900	5 500
	évolution (%)	5,6	6,6	6,3	14,1	-3,3	-27,2	46,0	-6,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	103,8	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	117,4
	évolution (%)	1,9	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,1

## Ontario

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	496 780	510 509	522 845	534 880	532 209	515 178	533 210	550 272
	évolution (%)	2,6	2,8	2,4	2,3	-0,5	-3,2	3,5	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	6 317	6 398	6 493	6 594	6 687	6 526	6 649	6 807
	évolution (%)	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,9	2,4
Taux de chômage	(%)	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	8,1
Ventes au détail	en millions de dollars	129 086	135 321	140 808	146 252	151 375	147 708	155 482	162 806
	évolution (%)	3,2	4,8	4,1	3,9	3,5	-2,4	5,3	4,7
Mises en chantier	unités	85 114	78 795	73 417	68 123	75 567	50 050	58 600	59 000
	évolution (%)	-0,1	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-33,8	17,1	0,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,3	119,1
	évolution (%)	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,3	2,4

## Québec

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	251 028	255 559	259 853	267 033	269 665	266 429	274 422	282 929
	évolution (%)	2,7	1,8	1,7	2,8	1,0	-1,2	3,0	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 921	4 000
	évolution (%)	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	2,0	2,0
Taux de chômage	(%)	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	7,9	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 493	99 699	104 089
	évolution (%)	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-0,9	5,5	4,4
Mises en chantier	unités	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	44 008	52 000	45 800
	évolution (%)	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-8,2	18,2	-11,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,5	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,9	117,3
	évolution (%)	1,9	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,4	2,1

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 366	22 638	23 254	23 356	23 351	23 234	23 769	24 292
	évolution (%)	2,8	1,2	2,7	0,4	0,0	-0,5	2,3	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	350	351	355	363	366	366	366	370
	évolution (%)	2,0	0,1	1,4	2,1	0,9	0,1	-0,2	1,3
Taux de chômage	(%)	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9	8,9	8,6
Ventes au détail	en millions de dollars	7 963	8 326	8 814	9 318	9 872	9 861	10 314	10 728
	évolution (%)	1,7	4,6	5,9	5,7	5,9	-0,1	4,6	4,0
Mises en chantier	unités	3 947	3 959	4 085	4 242	4 175	3 483	4 300	3 500
	évolution (%)	-12,1	0,3	3,2	3,8	-1,6	-16,6	23,4	-18,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,9	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	118,4
	évolution (%)	1,4	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	2,1

## Nouvelle-Écosse

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27 710	28 016	28 254	28 598	29 215	29 127	29 652	30 096
	évolution (%)	0,9	1,1	0,8	1,2	2,2	-0,3	1,8	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	442	443	442	448	453	453	456	464
	évolution (%)	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	0,7	1,7
Taux de chômage	(%)	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2	8,9	8,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 297	10 527	11 163	11 636	12 129	12 172	12 860	13 322
	évolution (%)	2,8	2,2	6,0	4,2	4,2	0,3	5,7	3,6
Mises en chantier	unités	4 717	4 775	4 896	4 750	4 267	3 408	4 200	3 800
	évolution (%)	-7,4	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-20,1	23,2	-9,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,3	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	117,8	120,4
	évolution (%)	1,8	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	1,8	2,2

## Île-du-Prince-Édouard

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 877	3 921	4 026	4 126	4 148	4 156	4 244	4 345
	évolution (%)	2,6	1,1	2,7	2,5	0,5	0,2	2,1	2,4
Nombre d'emplois	en milliers	67	68	69	69	70	69	72	73
	évolution (%)	1,3	1,9	0,6	1,1	1,3	-1,1	3,5	1,3
Taux de chômage	(%)	11,2	10,8	11,1	10,3	10,7	12,0	10,6	10,1
Ventes au détail	en millions de dollars	1 385	1 424	1 512	1 629	1 721	1 715	1 808	1 877
	évolution (%)	0,1	2,8	6,2	7,7	5,6	-0,3	5,4	3,9
Mises en chantier	unités	919	862	738	750	700	858	820	780
	évolution (%)	12,9	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	22,6	-4,5	-4,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,8	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	119,4	121,9
	évolution (%)	2,2	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,7	2,1

## Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 209	17 593	18 201	19 856	19 953	18 057	18 653	19 269
	évolution (%)	-1,2	2,2	3,5	9,1	0,5	-9,5	3,3	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	214	214	216	217	220	215	220	224
	évolution (%)	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,4	2,6	1,6
Taux de chômage	(%)	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	14,9	14,1
Ventes au détail	en millions de dollars	5 755	5 826	6 026	6 567	7 063	7 251	7 578	7 915
	évolution (%)	0,3	1,2	3,4	9,0	7,6	2,7	4,5	4,4
Mises en chantier	unités	2 870	2 498	2 234	2 649	3 233	3 167	4 100	3 100
	évolution (%)	6,6	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-2,1	29,5	-24,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,8	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,3	119,8
	évolution (%)	1,8	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,3	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.